



ASIA FOCUS

RUSSIE-PAKISTAN : UN PARTENARIAT PAR DÉFAUT ?

—

Michaël Levystone / Expert associé à AESMA GROUP

Février 2024



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



Michaël Levystone / Expert associé à AESMA GROUP

Michaël Levystone est expert associé à AESMA GROUP et consultant auprès d'un groupe international pour les questions de géopolitique. Il a été chercheur à l'Institut français des relations internationales (Ifri).

PRÉSENTATION DE LA COLLECTION ASIA FOCUS

La collection « Asia Focus » propose des analyses, des entretiens avec des experts ou des acteurs, ou des notes sur des travaux majeurs produits par des spécialistes de la région. Son objectif est d'approfondir la réflexion sur des sujets d'actualité et d'offrir des éléments de compréhension sur les enjeux actuels en Asie. Les dynamiques politiques, sécuritaires, économiques, culturelles ou sociétales sont ainsi privilégiées.

Collection sous la direction de **Barthélémy Courmont**, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille, et **Emmanuel Lincot**, chercheur associé à l'IRIS, professeur à l'Institut Catholique de Paris et sinologue. Elle s'inscrit dans le cadre du Programme Asie-Pacifique de l'IRIS.



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE

Par son poids économique, démographique et la persistance d'une multitude de défis politiques, stratégiques et sécuritaires, l'Asie-Pacifique fait l'objet de toutes les attentions. Le programme Asie-Pacifique de l'IRIS et son réseau de chercheurs reconnu à l'échelle nationale et internationale se donnent pour objectif de décrypter les grandes dynamiques régionales, tout en analysant de manière précise les différents pays qui la composent et les enjeux auxquels ils sont confrontés.

Les champs d'intervention de ce programme sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

Ce programme est dirigé par **Barthélémy Courmont**, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille

Le 24 février 2022, Vladimir Poutine reçoit au Kremlin le Premier ministre pakistanais Imran Khan. Cet entretien, qui survient le jour de l'invasion russe de l'Ukraine, paraît de prime abord relativement surprenant, dans la mesure où le Pakistan ne figure pas, historiquement, parmi les alliés les plus proches de la Russie. Islamabad et Moscou ont même entretenu des relations en dents de scie durant la Guerre froide, alternant des phases de coopérations plurielles et des guerres indirectes.

Toutefois, les multiples bouleversements de l'ordre mondial depuis le début des années 1990 ont, peu à peu, permis à la Russie et au Pakistan de remiser les rancœurs issues de la Guerre froide. Les deux pays ont ainsi établi des coopérations dans le domaine militaire et annoncé un ambitieux projet énergétique, tout en laissant apparaître de réelles convergences de vues sur plusieurs crises internationales (« Printemps arabes » en 2011, Afghanistan en 2021, Ukraine en 2022, Proche-Orient en 2023).

L'approfondissement du dialogue entre Islamabad et Moscou est également le produit de la dégradation de leurs relations bilatérales avec Washington suite, respectivement, à l'assassinat d'Oussama Ben Laden par un commando d'élite américain (en violation de l'intégrité territoriale pakistanaise) en 2011 et l'annexion de la Crimée et de Sébastopol en 2014. En opérant un rapprochement, progressif mais clair, en faveur de l'Inde afin de contrebalancer la puissance chinoise en Asie, les États-Unis se sont un peu plus aliéné le Pakistan, voisin et ennemi juré de New Delhi, poussé dans les bras de la Russie par l'entremise de la Chine, allié commun d'Islamabad et de Moscou. La réception au Kremlin au tout début de la guerre en Ukraine du Premier ministre Khan – entre-temps démis de ses fonctions à Islamabad – illustre la volonté des autorités russes, dont la forte proximité avec l'Inde ne se dément pas depuis le début de cette crise, de se doter à travers le Pakistan d'un vecteur supplémentaire d'influence en Asie du Sud dans un contexte géopolitique entièrement chamboulé.

Quelle est l'évolution des relations bilatérales russo-pakistanaïses depuis la proclamation de son indépendance par Islamabad en pleine Guerre froide ? Sur quels fondements repose le partenariat auquel la Russie et le Pakistan travaillent à partir des années 2010 ? Dans quelle mesure les relations qu'entretiennent ces deux pays avec l'Inde, la Chine et les États-Unis influent-elles sur leurs propres coopérations ? Celles-ci ont-elles vocation à perdurer ?

UNE RELATION LONGTEMPS ENTRAVÉE PAR DES ALLIANCES ANTAGONISTES

La logique des deux blocs a obéré le développement, sur la durée, de relations apaisées entre Moscou et Islamabad du temps de la Guerre froide, avant que l'implosion de l'URSS en 1991 ne crée un contexte nouveau, dans lequel Russes et Pakistanais réapprennent à dialoguer.

Moscou et Islamabad, facteurs d'une désintégration réciproque durant la Guerre froide

Le 14 août 1947, le Pakistan accède à l'indépendance dans un monde dominé par les États-Unis et l'URSS. Établissant rapidement des relations diplomatiques avec Moscou (le 1^{er} mai 1948), c'est pourtant en faveur de Washington qu'Islamabad penche, adhérant en 1954 à l'Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est (OTASE), et l'année suivante au pacte de Bagdad (rebaptisé en 1958 Organisation du Traité central, CENTO), alliances militaires proaméricaines en Asie et au Moyen-Orient. Cette affiliation du Pakistan aux États-Unis l'expose à des tensions avec l'URSS, à l'image de la crise ouverte le 1^{er} mai 1960 par l'interception, à proximité de Sverdlovsk (aujourd'hui Ekaterinbourg), d'un avion espion américain U2 qui avait décollé depuis l'aéroport militaire de Badaber, près de Peshawar¹.

Néanmoins, déçu du manque de soutien américain durant la deuxième guerre avec l'Inde sur le Cachemire en 1965, le Pakistan se met à tisser des liens avec l'URSS, notamment durant les deux visites officielles effectuées dans ce pays par le président Mohammed Ayub Khan, le 3 avril 1965, puis du 25 septembre au 4 octobre 1967. Moscou livre des équipements militaires au Pakistan : des chars moyens T-54 et T-55, ainsi que des hélicoptères polyvalents Mil Mi-8². Dans le domaine économique, l'URSS, qui conclut avec le Pakistan des accords de coopération énergétique et agricole en 1966, contribue à la création de deux entreprises toujours opérationnelles à ce jour : Oil and Gas Development Company Limited (OGDCL) à Islamabad (en 1961) et Pakistan Steel Mills à Karachi (en 1973). La construction de la plus

¹ La CIA y avait établi dès 1958 un centre d'interception des communications soviétiques. E. Haider, "Badaber: Now and in the Past", *Newsweek Pakistan*, 18 septembre 2015, disponible sur : www.newsweekpakistan.com. Badaber est un lieu chargé pour la mémoire collective russe : c'est là que, le 26 avril 1985, la rébellion de soldats soviétiques faits prisonniers en Afghanistan est réprimée dans le sang par les moudjahidines de Bourkhanouddine Rabbani, avec le soutien de l'armée pakistanaise et de conseillers de la CIA. I. Polonskij, « Rossiâ i Pakistan: v čem pričiny ulučšeniâ otnošenij? » [Russie et Pakistan : à quoi est due l'amélioration de leurs relations ?], *Voennoe Obozrenie*, 27 décembre 2017, disponible sur : <https://topwar.ru>.

² « Recenziâ na knigu "Pakistan: za ramkami stereotipov" » [Recension du livre *Pakistan : au-delà des stéréotypes*], bmpd — LiveJournal, 16 avril 2019, disponible sur : <https://bmpd.livejournal.com>.

grande centrale thermique pakistanaise, lancée à Guddu (dans la province du Sindh) en 1969, s'achève au cours de la décennie 1980, grâce au soutien technique et financier de l'URSS.

Un nouveau tournant se produit au début des années 1970. En réponse à la contribution pakistanaise au rapprochement sino-américain³, qui culmine avec la « diplomatie du ping-pong »⁴ en 1971, et surtout avec la rencontre historique des présidents chinois Mao Zedong et américain Richard Nixon à Pékin en 1972, l'URSS signe le 9 août 1971 un traité de paix, d'amitié et de coopération avec l'Inde, voisin et ennemi juré du Pakistan. Ce revirement majeur dans la politique étrangère de New Delhi, qui avait pris la tête du mouvement des non-alignés au début de la Guerre froide pour ne pas avoir à choisir entre les deux Grands, lui confère un atout supplémentaire lorsqu'il décide de s'impliquer dans le conflit entre le Pakistan occidental et le Pakistan oriental, aboutissant à la proclamation de l'indépendance du Bangladesh, le 16 décembre 1971⁵. À Islamabad, le gouvernement de Zulfikar Ali Bhutto, partisan de la poursuite de la politique d'ouverture envers l'URSS pour avoir fait sortir le Pakistan de l'OTASE en 1973, est renversé le 5 juillet 1977 par le général Mohammed Zia-ul-Haq. Viscéralement anticommuniste, le nouvel homme fort du Pakistan met en œuvre une politique d'islamisation et d'alignement sur les États-Unis – tout en se retirant en 1979 du CENTO, auquel il reproche sa passivité pendant la guerre de 1971 –, qui s'avère décisive durant la décennie suivante.

Le 25 décembre 1979, l'invasion par l'Armée rouge de l'Afghanistan pour y imposer un *leader* plus en phase avec la ligne du Kremlin⁶ déclenche une nouvelle guerre par procuration entre Moscou et Islamabad. Le Pakistan entraîne les adversaires des Soviétiques sur le front afghan, les moudjahidines (« combattants de la foi »), par ailleurs financés et équipés par les États-Unis et l'Arabie saoudite. La première guerre d'Afghanistan, qui s'achève par un retrait non victorieux de l'Armée rouge le 15 février 1989, affaiblit l'URSS, qui finit par s'effondrer deux

³ Le 25 octobre 1971, le président américain Richard Nixon charge son homologue pakistanais Agha Mohammed Yahya Khan, reçu à la Maison-Blanche, d'informer les autorités chinoises que Washington est prêt à normaliser ses relations avec Pékin.

⁴ Le 10 avril 1971, une équipe américaine de tennis de table participe à une série de matches amicaux en Chine, pays avec lequel les États-Unis – qui avaient soutenu le nationaliste Tchang Kaï-cheek face au communiste Mao Zedong, durant la guerre civile – n'entretiennent plus de relations depuis l'instauration de la République populaire, le 1^{er} octobre 1949. Ce tournoi de ping-pong amorce un dégel entre Washington et Pékin, qui aboutira à l'établissement des relations diplomatiques, le 1^{er} janvier 1979.

⁵ En interposant une flottille de sous-marins nucléaires entre le champ de bataille indo-pakistanaise et la Septième flotte des États-Unis qui envisageait de bombarder des installations militaires indiennes, l'URSS a fait bénéficier à l'Inde d'un soutien décisif dans cette guerre. Entretien réalisé le 8 août 2022 avec Didier Chaudet, consultant indépendant spécialisé sur les questions géopolitiques et sécuritaires en Asie du Sud et en Asie centrale. Voir également : S. Sengar, "When Russia Stunned US & UK Naval Forces and Helped India Win the 1971 War", *India Times*, 1^{er} mars 2022, disponible sur : www.indiatimes.com.

⁶ À Kaboul, le coup d'État du 27 avril 1978 (« Révolution de Saur ») avait abouti à l'établissement d'une République démocratique d'Afghanistan, présidée par le communiste pro-Kremlin Nour Mohammad Taraki. Celui-ci est assassiné le 14 septembre 1979 par Hafizullah Amin, qui prend ses distances avec l'URSS. Éliminé par les *spetsnaz* soviétiques le 27 décembre 1979, Amin est remplacé le jour même à la tête de l'État afghan par Babrak Karmal.

ans plus tard. La chute du régime soviétique constitue tout autant une revanche du Pakistan, après la perte de sa composante orientale en 1971, que des États-Unis, en réponse aux actions de déstabilisation menées par les Soviétiques sur le front vietnamien, entre 1964 et 1975. Elle ouvre également une nouvelle phase des relations russo-pakistanaïses.

L'esquisse d'un rapprochement sur fond de tensions persistantes au cours des années 1990

Base arrière des moudjahidines dans le contexte de la Guerre froide, le Pakistan soutient à nouveau des forces hostiles à la Russie, après la chute de l'URSS. Islamabad est notamment proche de mouvements prosélytes tels que la Tablighi Jamaat. L'« Association pour la prédication », qui compte parmi ses membres le lieutenant-général Javed Nasir, directeur général des services de renseignement pakistanais (Inter-Services Intelligence, ISI), entre 1992 et 1993, recrute en effet des Tchétchènes et des Daghestanais dès le début des années 1990. Ceux-ci sont envoyés au Pakistan et en Afghanistan pour y suivre un enseignement religieux, mais aussi une formation militaire dispensée dans des camps d'entraînement par l'ISI, qui réédite ainsi la stratégie mise en œuvre durant les années 1980 avec les moudjahidines. Les combattants caucasiens – épaulés par des Pakistanais, des Afghans, des Saoudiens et des Jordaniens – répondent à l'appel au djihad lancé en 1993 par le *leader* indépendantiste tchétchène Djokhar Doudaïev, qui conduit à la première guerre de Tchétchénie (1994-1996). Ce conflit donne lieu à une passe d'armes entre Islamabad et Moscou : le premier critique l'action des soldats russes dans le Caucase ; le second dénonce l'ingérence pakistanaïse⁷.

Les actions de déstabilisation du Pakistan ne cesseront pas après la fin de cette guerre, puisque des indépendantistes tchétchènes trouveront refuge dans les Zones tribales, et des djihadistes pakistanais et afghans prendront part à l'assaut lancé au Daghestan par Chamil Bassaïev le 7 août 1999 pour y instaurer une république islamique, résultant sur la Seconde Guerre de Tchétchénie⁸. Islamabad et Moscou n'en reprennent pas moins une coopération militaire qui avait été mise entre parenthèses à la fin de la Guerre froide : la Russie livre douze hélicoptères de transport Mil Mi-17 à l'armée pakistanaïse en 1996, autant en 2001. Ce rapprochement incongru s'explique par la prise de distance des États-Unis vis-à-vis du Pakistan, sitôt l'Armée rouge retirée d'Afghanistan. La nouvelle politique pakistanaïse de Washington est matérialisée par l'adoption de l'amendement Pressler, qui suspend à partir

⁷ La Russie reproche également au Pakistan de soutenir des militants islamistes au Tadjikistan, en proie à une guerre civile entre 1992 et 1997.

⁸ P. Baev, « L'évolution de la politique russe en matière de lutte antiterroriste : de la Tchétchénie à la Syrie », *Russie.Nei.Visions*, n° 107, Ifri, 1^{er} avril 2018, p. 13, disponible sur : www.ifri.org ; V. Anand, "Export of Holy Terror to Chechnya From Pakistan and Afghanistan", *Strategic Analysis* (New Delhi), Vol. 24, No. 3, p. 539-551, juin 2020, disponible sur : <https://ciaotest.cc.columbia.edu>.

de 1990 les programmes d'aides économiques et la coopération militaire entre les États-Unis et le Pakistan, soupçonné d'œuvrer à un programme nucléaire clandestin⁹. Ces mesures sont cependant levées à la suite des attentats du World Trade Center, qui réunissent, pour la première fois, le Pakistan et la Russie dans une même alliance, chapeautée par les États-Unis.

La réactivation d'un dialogue russo-pakistanaï dans l'après-11 Septembre

La guerre contre le terrorisme lancée par l'administration Bush au lendemain du 11 Septembre provoque un réalignement sur les États-Unis, non seulement de la part de la Russie – qui y voit l'opportunité de légitimer sa propre guerre, en Tchétchénie –, mais également du Pakistan – redevenu, une décennie plus tard, un élément essentiel de la nouvelle stratégie américaine en Afghanistan. Moscou et Islamabad profitent de cette configuration inédite pour renouer des relations de très haut niveau : les présidents pakistanaï Pervez Musharraf (4-6 février 2003) et Asif Ali Zardari (11-14 mai 2011) effectuent des visites officielles en Russie, qui envoie au Pakistan son Premier ministre Mikhaïl Fradkov le 11 avril 2007 – une première depuis la venue en 1969 du président du Conseil des ministres de l'URSS, Alexeï Kossyguine. En outre, les relations bilatérales russo-pakistanaïes tendent à s'institutionnaliser, par la création d'une Commission intergouvernementale pour la coopération économique et technique (2010) et d'une kyrielle de groupes de travail : pour la lutte contre le terrorisme et les autres menaces pesant sur la sécurité internationale (2002), pour la stabilité stratégique (2003) ou encore pour une coopération énergétique (2011).

Dans l'intervalle, l'alliance reforgee – pour les besoins de la guerre contre le terrorisme – par les États-Unis avec le Pakistan s'effrite progressivement. Enlisé en Afghanistan, Washington accuse Islamabad de jouer un double jeu, recevant d'un côté les financements et les armements américains, tout en continuant, de l'autre, à soutenir les talibans¹⁰, malgré l'effondrement en 2001 du premier Émirat islamique d'Afghanistan, dont le Pakistan avait été l'un des rares États au monde à le reconnaître, lors de son instauration par le mollah Omar, le 27 octobre 1997. L'arrivée de Barack Obama à la Maison-Blanche en 2009 n'améliore pas les relations bilatérales. Islamabad est indisposé par la volonté du nouveau président américain de faire de l'Inde son partenaire préférentiel en Asie du Sud pour endiguer la puissance chinoise, de même que par les violations répétées de sa souveraineté territoriale

⁹ Cette suspicion sera accréditée par les premiers essais nucléaires réalisés par le Pakistan entre le 28 et le 30 mai 1998, sur le site de Ras Koh (province du Baloutchistan), en réponse à ceux effectués par l'Inde du 11 au 13 mai, sur celui de Pokharan (État du Rajasthan).

¹⁰ Formés dans les écoles coraniques pakistanaïes durant la première guerre d'Afghanistan, les talibans (« étudiants en religion ») émergent en 1994 en tant que mouvement social dans la province de Kandahar.

en 2011¹¹. En parallèle, les relations entre Washington et Moscou se tendent considérablement, en raison de l'annexion russe de la Crimée et de Sébastopol en 2014. Les sanctions imposées à son économie par les États-Unis et leurs alliés européens incitent la Russie à développer de nouveaux partenariats à l'international : également en froid avec les États-Unis, dont la défaite se précise en Afghanistan, le Pakistan fait figure d'interlocuteur naturel aux yeux des autorités russes.

DES CONVERGENCES NATURELLES

La demande pakistanaise et l'offre russe se rencontrent dans les secteurs militaire et, potentiellement, énergétique. Leur communauté de vues sur les grandes crises internationales constitue un facteur supplémentaire du rapprochement à l'œuvre entre Moscou et Islamabad.

Un partenariat militaire opportuniste

Le partenariat militaire russo-pakistanaise s'articule autour de deux composantes principales : la livraison d'armements russes et la coopération dans le domaine de l'antiterrorisme.

La vente d'équipements militaires russes au Pakistan a connu un renouveau au cours de la décennie 2010, sous l'effet des très fortes tensions américano-pakistanaises. Dans la foulée du raid aérien mené par les États-Unis à Abbottabad en mai 2011, les élites politiques et militaires russes et pakistanaises se sont empressées de négocier une levée de l'embargo sur les exportations militaires russes vers le Pakistan : sommet présidentiel Medvedev-Zardari au Kremlin, le 12 mai ; réunion des chefs d'état-major des armées de terre des deux pays, les généraux Ashfaq Parvez Kayani et Alexandre Postnikov, à Rawalpindi (province du Pendjab), le 24 mai¹². La Russie se remet à fournir des matériels militaires au Pakistan dès 2014 :

¹¹ Le 2 mai, Oussama Ben Laden est éliminé par les forces spéciales américaines à Abbottabad (province du Khyber Pakhtunkhwa), au terme d'une opération tenue secrète. Le 26 novembre, l'OTAN bombarde par erreur un poste militaire dans l'agence de Mohmand (Zones tribales), tuant vingt-quatre soldats pakistanaise.

¹² K. Yousaf, "Visiting Russian General Opens Security Talks", *The Express Tribune*, 25 mai 2011, disponible sur : <https://tribune.com.pk>. Le décalage entre la fin de la Guerre froide et la levée effective de l'embargo militaire russe est dû à une montée en puissance progressive en Russie d'une nouvelle génération de diplomates et d'universitaires moins sensibles au *lobby* indien que leurs prédécesseurs, qui ont fait carrière du temps de l'époque soviétique, à l'image du spécialiste des affaires militaires Pavel Felgenhauer. Cet élan en faveur d'une coopération renforcée avec le Pakistan a donc pris le pas sur les considérations d'autrefois, entraînant également un changement de stratégie sur l'Afghanistan. Cela ne signifie pas un abandon des relations privilégiées entre la Russie et l'Inde. Il s'agit plutôt d'un découplage similaire à celui mené en Asie du

hélicoptères de transport Mil Mi-17¹³, hélicoptères d'attaque Mil Mi-35M, missiles antichars Kornet, ou encore moteurs à réaction Klimov RD-33 pour les avions de combat JF-17 (de fabrication chinoise), utilisés par l'armée de l'air pakistanaise.

En matière de lutte antiterroriste, les deux pays collaborent activement sur la base d'un accord de coopération militaire conclu le 20 novembre 2014, durant la visite à Islamabad du ministre russe de la Défense Sergueï Choïgou – là encore, une première depuis la Guerre froide et la venue en 1969 du ministre soviétique de la Défense Andreï Gretchko¹⁴. Ainsi, à partir de 2016, la Russie et le Pakistan organisent chaque année des exercices militaires conjoints appelés « Droujba » (« Amitié », en russe)¹⁵. Depuis 2017 et l'adhésion du Pakistan à l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), la coordination entre Islamabad et Moscou en matière d'antiterrorisme se développe également dans un cadre plus large : l'exercice « Mirnaïa missia-2021 » (« Mission de la paix-2021 »), mené du 20 au 24 septembre 2021 sur le polygone de Dongouz (région d'Orenbourg), a par exemple permis aux forces armées pakistanaïses et russes de se préparer, conjointement avec celles des autres pays membres de l'OCS, aux menaces provenant d'Afghanistan.

La Russie et le Pakistan explorent deux autres domaines de coopération militaire. Il s'agit, d'une part, de la lutte contre la piraterie maritime. À cet effet, deux frégates de la Flotte de la mer Noire, l'*Amiral Grigorovitch* et le *Dmitri Rogatchev*, ont participé en février 2021 à des programmes d'entraînement conjoints – tels que l'exercice bilatéral « Mousson arabe-2021 » et l'exercice « Aman-2021 », impliquant une quarantaine de pays – en mer d'Arabie, où ils disposent donc désormais de points d'accostage¹⁶. Il s'agit, d'autre part, de la formation. La Russie fait, ici encore, preuve d'opportunisme : elle profite en effet de la suspension, en janvier 2018, de la participation à l'International Military Education and Training Program (IMET) du Pakistan, accusé par le président américain Donald Trump de soutenir le djihadisme, pour conclure dès l'été un accord prévoyant la formation d'officiers pakistanaïses au sein des

Sud par les États-Unis, pour lesquels entretenir de bonnes relations avec New Delhi ne doit pas nécessairement impliquer un refroidissement des liens bilatéraux avec Islamabad, et *vice versa*. Entretien réalisé le 8 août 2022 avec Didier Chaudet.

¹³ Destinés à la province du Baloutchistan, ils auraient été utilisés par l'armée pakistanaïse dans l'agence du Nord-Waziristan (Zones tribales), pour les besoins de missions de nuit menées dans le cadre de l'opération Zarb-e-Azb en juin 2014, ciblant des djihadistes affiliés à Al-Qaïda, au Tehreek-e-Taliban Pakistan (TTP, les talibans pakistanaïses), ainsi qu'au Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO). K. Iwanek, "Russia's Looming Arms Sale to Pakistan Sets up a Dangerous Game", *The Diplomat*, 16 mai 2019, disponible sur : <https://thediplomat.com>.

¹⁴ « Rossiâ i Pakistan podpisali soglašenie o voennom sotrudničestve » [La Russie et le Pakistan ont signé un accord de coopération militaire], *TASS*, 20 novembre 2014, disponible sur : <https://tass.ru>.

¹⁵ Signe supplémentaire d'une confiance accrue entre Russes et Pakistanaïses : l'édition 2017 se déroule dans le Nord-Caucase (à Nijni Arkhyz, en République de Karatchaïévo-Tcherkessie).

¹⁶ Le 25 juillet 2021, la frégate pakistanaïse *Zulfiqar* (de même que les frégates indienne *Tabar* et iranienne *Sakhand*) a participé à la parade navale organisée à Saint-Petersbourg pour célébrer la Fête de la marine russe.

académies militaires russes¹⁷. Ce type de coopérations augure d'un possible regain d'influence russe sur la pensée stratégique pakistanaise¹⁸.

Des intérêts mutuels sur le plan économique

Si le volume des échanges commerciaux russo-pakistanaïes n'est pas particulièrement impressionnant – il ne dépassait pas 550 millions de dollars en 2019 –, le remboursement par le Pakistan en 2020 d'une dette de 93,5 millions de dollars héritée de la période soviétique a été perçu par la Russie comme le signe d'une volonté d'amorcer une nouvelle dynamique. Celle-ci s'est d'ailleurs immédiatement concrétisée, avec une augmentation de près de 50 % du commerce bilatéral la même année (790 millions de dollars)¹⁹. Quoique la Russie représente, au regard des chiffres, un partenaire commercial encore relativement marginal pour le Pakistan – à titre de comparaison, les échanges réalisés en 2020 par le Pakistan avec les États-Unis pesaient 6,7 milliards de dollars –, elle ambitionne d'y conduire des projets importants en matière d'infrastructures, telles la modernisation de l'usine métallurgique Pakistan Steel Mills construite par l'URSS à Karachi, et surtout la création d'un gazoduc Nord-Sud, renommé Pakistan Stream.

D'un coût estimé à 2,5 milliards de dollars et d'une capacité annuelle d'acheminement projetée de 12,4 milliards de m³, ce gazoduc doit relier, sur 1 100 kilomètres, le terminal de gaz naturel liquéfié (GNL) du port Qasim, situé à Karachi (province du Sindh), à la ville de Kasur, près de Lahore (province du Pendjab). Ce projet, qui a pour objectif de couvrir les besoins énergétiques de la partie la plus peuplée du territoire pakistanaïes, a aussi été conçu par le Kremlin pour détourner le Qatar des marchés européens en facilitant ses approvisionnements de GNL au Pakistan, dont Doha constitue l'un des principaux fournisseurs de la ressource. Cependant, le gel par les pays européens de leurs importations de gaz russe en représailles à la guerre en Ukraine pourrait changer la donne et inciter la Russie à exporter vers le Pakistan le GNL produit à Jamal et à Sakhaline, comme elle continue de le faire avec d'autres pays

¹⁷ Cet accord est signé au terme de la première session de la Commission militaire russo-pakistanaïes, créée en avril 2018. B. S. Syed, "Accord With Russia Signed For Training of Pakistani Troops", *Dawn*, 8 août 2018, disponible sur : www.dawn.com.

¹⁸ F. H. Khan, "Russia–Pakistan Strategic Relations. An Emerging Entente Cordiale", *The Journal of Indo-Pacific Affairs*, Vol. 4, No. 1, Special Issue, janvier 2021, p. 53-54, disponible sur : <https://media.defense.gov>. L'auteur note incidemment des similitudes entre les doctrines nucléaires russe (décret présidentiel n° 355 du 2 juin 2020) et pakistanaïes (non publiée), qui présentent en effet un caractère défensif. La Russie comme le Pakistan se réservent le droit de recourir à leur arsenal nucléaire dans les cas où leur intégrité en tant qu'État serait menacée : pour la Russie, il s'agira de l'usage d'armes nucléaires, de destruction massive ou même conventionnelles contre ses intérêts et ceux de ses alliés, ainsi que de toute attaque portée contre des sites publics ou militaires russes ; pour le Pakistan, il s'agira de l'occupation de son territoire, de la destruction de ses forces armées, du blocus économique et de toute action de déstabilisation de l'État imputable à une puissance étrangère.

¹⁹ « Межгосударственные отношения России и Пакистана » [Les relations interétatiques russo-pakistanaïes], *RIA Novosti*, 24 février 2022, disponible sur : <https://ria.ru>.

asiatiques²⁰. Marché de 220 millions de consommateurs en proie à de fréquentes coupures d'électricité, le Pakistan est en effet appelé à devenir l'une des trois places fortes du GNL en Asie du Sud, avec le Bangladesh et la Thaïlande²¹.

Pour sécuriser ses approvisionnements en gaz, une ressource dont ses réserves s'épuisent et qui pèse un tiers de son mix énergétique, le Pakistan porte des projets alternatifs. Ceux-ci sont cependant confrontés à de sérieux obstacles : ainsi du gazoduc Iran-Pakistan-Inde (IPI), plombé par les sanctions infligées à Téhéran en réaction à son programme nucléaire, et du gazoduc Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde (TAPI), compromis par l'incertitude que fait peser le retour des talibans au pouvoir à Kaboul le 15 août 2021 sur l'avenir de l'Afghanistan et de la région tout entière. D'ailleurs, à l'occasion d'une conférence internationale organisée à Tachkent le 16 juillet 2021, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a manifesté l'intérêt de son pays pour la construction du gazoduc TAPI²². S'il est difficile d'imaginer la participation financière d'une Russie criblée de sanctions économiques dans un projet estimé à une dizaine de milliards de dollars, ce pays fait malgré tout figure d'interlocuteur incontournable en Asie centrale, vers laquelle le Pakistan déploie de nouvelles ambitions, à l'image de la création d'une liaison ferroviaire avec l'Ouzbékistan transitant par l'Afghanistan (PAKAFUZ) ou du projet d'importation d'excédents de l'hydro-électricité produite au Kirghizstan et au Tadjikistan (CASA-1000). C'est donc aussi dans l'optique de préserver ses coopérations en Asie centrale que le Pakistan s'évertue à entretenir de bonnes relations avec la Russie, ce à quoi contribuent notablement les approches communes sur les principales crises internationales de ces dernières années.

Une congruence diplomatique croissante

L'adhésion du Pakistan à l'OCS le 9 juin 2017 a insufflé un nouvel élan à ses relations diplomatiques avec la Russie. À partir de ce moment, les entretiens se sont, il est vrai, succédé à un rythme plus soutenu entre le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, et son homologue pakistanais, Shah Mehmood Qureshi. Les deux hommes se sont ainsi rencontrés en marge de la 73^e Session de l'Assemblée générale des Nations unies

²⁰ N. Mikovic, "How Russia Benefits From the Pakistan Stream Pipeline", *Diplomatic Courier*, 21 décembre 2021, disponible sur : www.diplomaticcourier.com.

²¹ Les importations pakistanaises de GNL pourraient tripler d'ici à l'année 2031. Z. T. Ebrahim, "Does LNG Hold the Key to Pakistan's Energy Woes?", *Dawn*, 21 avril 2021, disponible sur : www.dawn.com.

²² Le gazoduc TAPI représente un projet stratégique pour la diplomatie russe, qui entend œuvrer à la réconciliation du Pakistan et de l'Inde, et qui dialogue ouvertement avec les talibans (invités au Forum économique international de Saint-Pétersbourg, 15-18 juin 2022). M.-A. Eyl-Mazzega, « Russie/UE : vers la fin de l'interdépendance énergétique ? », *Brief de l'Ifri*, 5 juillet 2022, 00:32:09, disponible sur : www.ifri.org.

(28 septembre 2018), à l'occasion d'un conseil des ministres des Affaires étrangères de l'OCS à Moscou (10 septembre 2020), et surtout lors d'un déplacement à Islamabad du chef de la diplomatie russe, également reçu par le Premier ministre Imran Khan et le chef d'état-major de l'armée de terre Qamar Javed Bajwa (6-7 avril 2021).

La Russie et le Pakistan prônent un ordre multipolaire sur la scène internationale, où ils se déclarent attachés au respect de la souveraineté des États et hostiles au droit d'ingérence, fût-il motivé par des considérations humanitaires²³. Ce socle doctrinal commun explique que les deux pays aient pris des positions tout à fait convergentes sur pléthore de dossiers majeurs, notamment au Moyen-Orient. Ainsi, la Russie et le Pakistan se sont fermement opposés à l'invasion américaine de l'Irak, le 20 mars 2003. Les sociétés russe et pakistanaise ont eu une perception négative des révolutions qui, en 2011, ont dans un premier temps balayé les dictatures de Zine el-Abidine Ben Ali en Tunisie, d'Hosni Moubarak en Égypte et de Mouammar Kadhafi en Libye²⁴, avant de faire vaciller en Syrie le régime de Bachar el-Assad, soutenu par Moscou et Islamabad. Y voyant l'occasion de relancer son projet de gazoduc avec l'Iran, le Pakistan a salué l'Accord sur le nucléaire iranien signé à Vienne le 14 juillet 2015 par les grandes puissances dont la Russie, qui avait très activement participé aux négociations entre diplomates américains et iraniens. En Turquie, Moscou et Islamabad ont fait bloc autour du président Recep Tayyip Erdoğan, lorsque celui-ci a été la cible d'une tentative de coup d'État militaire à Ankara (15-16 juillet 2016).

Israël demeure finalement la principale pierre d'achoppement entre diplomates russes et pakistanais dans cette partie du monde. Soutien inconditionnel de la cause palestinienne, le Pakistan, qui nie obstinément la légitimité de l'État hébreu, a fustigé la reconnaissance en 2017 de Jérusalem comme capitale israélienne par les États-Unis, imités en cela par la Russie. Signés le 15 septembre 2020 sous l'égide du président Trump à la Maison-Blanche, les Accords d'Abraham, qui normalisent les relations entre Israël d'un côté et les Émirats arabes unis et Bahreïn de l'autre, ont été dénoncés avec véhémence par le Pakistan, mais accueillis favorablement par la Russie. Les attaques terroristes perpétrées par le Hamas sur le sol israélien le 7 octobre 2023 ont, elles, donné lieu à des réactions similaires à Moscou et Islamabad : l'un et l'autre ont en effet plaidé en faveur de la solution à deux États pour sortir du conflit israélo-palestinien, avant d'envoyer des aides humanitaires au peuple gazaoui

²³ D. Dadaân, « Sovremennye rossijsko-pakistanskije otnošeniâ » [Les relations russo-pakistanaïses à l'époque contemporaine], *Social'no-gumanitarnye znaniâ*, n° 2, 2020, p. 281, disponible sur : <https://cyberleninka.ru>.

²⁴ Mise en évidence par une enquête d'opinion réalisée par la BBC du 3 juillet au 16 septembre 2011, cette perception négative des sociétés russe (43 %) et pakistanaïse (35 %) tranche avec l'unanimité suscitée par ces événements auprès des sociétés occidentales (plus de 75 % d'opinions positives en France et en Allemagne, par exemple). "Global Poll Reveals Widespread Support for Arab Spring Protest", *BBC*, 14 décembre 2011, disponible sur : www.bbc.com.

assiégé par Tsahal. Face à cette crise, le Pakistan fait preuve d'une retenue plus grande que d'autres pays musulmans du continent asiatique (Malaisie, Indonésie)²⁵, tandis que la Russie a critiqué l'État hébreu²⁶, pourtant peuplé à 15 % de russophones.

Les autres principales crises du moment (Ukraine et Afghanistan) mettent en lumière une cohésion russo-pakistanaise encore plus forte. S'agissant de l'Ukraine, le Pakistan, qui n'avait rien trouvé à redire à l'annexion de la Crimée et de Sébastopol par la Russie le 18 mars 2014²⁷, affiche une totale neutralité diplomatique²⁸ depuis le déclenchement des hostilités, le 24 février 2022. Malgré des pressions américaines, Islamabad a en effet refusé d'imposer des sanctions économiques à la Russie et de voter les différentes résolutions onusiennes qui la ciblent : celles de l'Assemblée générale exigeant, les 2 et 24 mars 2022, un retrait immédiat de ses troupes d'Ukraine, comme celle excluant, le 7 avril, Moscou du Conseil des droits de l'homme des Nations unies (abstention pakistanaise à chaque fois). La neutralité pakistanaise relativement à la guerre en Ukraine a pour corollaire l'absence de reconnaissance par Islamabad de l'annexion russe des régions ukrainiennes de Donetsk, Lougansk, Zaporijjia et Kherson.

Le cas de l'Afghanistan illustre la compatibilité accrue entre les diplomaties russe et pakistanaise. Une différence d'approche existait au sujet du premier régime taliban (1996-2001), uniquement reconnu par Islamabad. L'Émirat islamique rétabli à Kaboul par les talibans en 2021 n'est quant à lui reconnu ni par la Russie, ni par le Pakistan²⁹, qui adoptent de surcroît

²⁵ U. Jamal, "Pakistan Takes a Cautious Approach to the Israel-Gaza Conflict", *The Diplomat*, 26 octobre 2023, disponible sur : <https://thediplomat.com>.

²⁶ « Putin zaâvil, što priçinoj akta massovogo terrora protiv izrail'tân stala "poselençeskaâ politika" » [Poutine a déclaré que l'attaque terroriste massive contre les Israéliens prend sa source dans la "politique de colonisation" », *NEWSru.co.il*, 11 octobre 2023, disponible sur : www.newsru.co.il.

²⁷ Abstention pakistanaise lors du vote de la résolution 68/262 par l'Assemblée générale des Nations unies sur l'intégrité territoriale de l'Ukraine, le 27 mars 2014.

²⁸ Cette neutralité sur la question ukrainienne est mise en parallèle, à Islamabad, avec le désintérêt affiché de longue date par les Occidentaux sur le Cachemire. Les élites pakistanaises ne voient pas pourquoi elles devraient s'aligner sur les pays occidentaux pour ce qui concerne la défense de l'intégrité territoriale ukrainienne, quand la leur propre ne suscite pas ou peu de réactions aux États-Unis et dans les pays européens, qui entretiennent d'ailleurs des relations chaleureuses avec l'Inde. Entretien réalisé le 8 août 2022 avec Didier Chaudet.

²⁹ Cette absence de reconnaissance pakistanaise du deuxième Émirat islamique d'Afghanistan interroge sur l'état réel des relations entre Islamabad et les « talibans 2.0 ». Par rapport aux années 1990, le Pakistan a perdu de son influence politique et financière sur des talibans dont l'évolution intrinsèque – fondamentalistes islamistes pachtoune à l'origine, ils se sont mués en un mouvement islamo-nationaliste recrutant au-delà de l'ethnie pachtoune – lui fait craindre des revendications territoriales. D. Chaudet, « Quels sont les soutiens des talibans ? », *La Question du Jour*, 17 août 2021, disponible sur : www.radiofrance.fr. La chute du président Ghani à Kaboul a fait redouter un effet boule de neige à Islamabad, d'autant que les Talibans pakistanais (Tehreek-e-Taliban Pakistan, TTP) entretiennent des liens étroits avec leurs compères afghans – ainsi, d'ailleurs, qu'avec Al-Qaïda, et, dans une moindre mesure, l'État islamique-Province du Khorassan (EIPK, la branche afghane de Daech, dont le noyau dur se compose d'anciens membres du TTP). Afin de gagner en importance au Pakistan, le TTP s'est lui aussi ouvert à d'autres groupes ethniques pour renforcer une légalité bien amoindrie, au cours des années 2010. Le rapprochement qu'il a entrepris avec les nationalistes baloutches (qui sont des laïcs) et le Tehreek-e-Labbaik Pakistan (TLP, issu du barelvisme, un courant distinct du déobandisme dont se réclame le TTP), sans oublier le débauchage de cadres chevronnés du Lashkar-e-Jhangvi (LeJ), a ainsi contribué à faire du TTP la plus puissante force d'opposition non étatique à

une démarche en tout point similaire vis-à-vis des nouvelles autorités : maintien de leurs représentations diplomatiques à Kaboul après la chute du président Achraf Ghani, appel à l'établissement d'un gouvernement inclusif et négociations avec les talibans, dont les diplomates sont accrédités par les ministères russe et pakistanais des Affaires étrangères en 2022. Ainsi donc, la question afghane représente, non plus un sujet de friction entre Russes et Pakistanais, mais un thème majeur de discussions, également débattu au sein de l'OCS et du Format de Moscou pour l'Afghanistan, créée en avril 2017. Priorité stratégique commune au Pakistan et à la Russie, la préservation de la stabilité de l'Asie du Sud et de l'Asie centrale tient lieu de fil conducteur à un partenariat qui reste soumis à des variables d'ajustement.

DES VARIABLES D'AJUSTEMENT

Le partenariat russo-pakistanaïse se développe en lien avec trois centres de gravité : l'Inde, la Chine et les États-Unis. Ce sont bien les relations que Moscou et Islamabad entretiennent avec ces pays qui, pour une bonne part, facilitent ou compromettent leurs propres coopérations.

New Delhi, une source d'inhibition pour la Russie au Pakistan ?

L'alliance forgée par la Russie avec l'Inde à partir des années 1970 a longtemps constitué un facteur majeur de blocage pour le développement de ses relations bilatérales avec le Pakistan. Toutefois, la situation évolue entre Moscou et Islamabad à la faveur, entre autres, du retour en grâce de New Delhi auprès de Washington. Facilité par l'aplanissement progressif des tensions autour de la question nucléaire au cours des années 2000³⁰, le resserrement des liens indo-américains se concrétise par l'augmentation du commerce bilatéral – passé de 13 à 113 milliards de dollars entre 2000 et 2021³¹ – et des exportations militaires américaines vers l'Inde – qui commande 245 missiles sol-air Stinger et 24 hélicoptères Sikorsky SH-

Islamabad. Malgré cela, le gouvernement pakistanais a dû se résoudre à proposer une trêve au TTP, peu après la reconquête de Kaboul par les Talibans, et ceci pour deux raisons. D'une part, il ne s'est pas senti en mesure de faire pression sur les Talibans afghans pour l'aider à combattre le TTP. D'autre part, le gouvernement pakistanais a préféré éviter d'affaiblir, par des divisions intestines, le mouvement taliban en délicatesse avec l'EIPK de l'autre côté de la frontière. A. Sayed, "The Evolution and Future of Tehrik-e-Taliban Pakistan", *Carnegie*, 21 décembre 2021, disponible sur : <https://carnegieendowment.org>.

³⁰ En 2001, les États-Unis lèvent les sanctions qu'ils avaient imposées à l'Inde en réaction à ses essais nucléaires de 1998. En 2008, les deux pays concluent un accord de coopération sur le nucléaire civil. Ce document fait de l'Inde le premier État non doté de l'arme nucléaire (ENDAN) – c'est-à-dire non signataire du Traité de non-prolifération (TNP) de 1968 – à pouvoir commercer avec les pays exportateurs d'équipements nucléaires civils. Le Pakistan et Israël sont les deux autres ENDAN. R. Gutmann, « L'accord nucléaire indo-américain : enjeux et polémiques », *Politique étrangère*, 2008/4 (Hiver), p. 804, disponible sur : www.cairn.info.

³¹ "Trade in Goods With India", *Bureau du recensement des États-Unis*, consulté le 16 juillet 2022, disponible sur : www.census.gov.

60 Seahawk en 2020. Le rapprochement entre l'Inde et les États-Unis s'insère plus largement dans le cadre du Dialogue quadrilatéral pour la sécurité (QUAD).

Renforcer ses relations avec Washington n'implique cependant pas, pour New Delhi, de renoncer à ses relations privilégiées avec Moscou (pas plus, d'ailleurs, que le développement du partenariat russo-pakistanaï ne constitue le signe avant-coureur d'une prise de distance de Moscou à l'égard de New Delhi). C'est ce qu'a démontré l'organisation par l'Inde de son tout premier « Dialogue ministériel 2+2 » (Affaires étrangères et Défense) avec la Russie en décembre 2021, alors même que New Delhi réservait jusqu'ici ce format de discussions à ses partenaires du QUAD³². De fait, les nombreuses synergies indo-russes n'ont pas, tant s'en faut, été rompues. La Russie demeure le principal fournisseur d'armements de l'Inde. Pas davantage que la menace du Countering America's Adversaries Through Sanctions Act (CAATSA) n'avait dissuadé l'Inde de se porter acquéreur de cinq systèmes de défense anti-aériens S-400 auprès de la Russie en 2018³³, le renforcement des sanctions contre Moscou depuis le début de la guerre en Ukraine n'empêche la société indo-russe BrahMos de produire des missiles de croisière supersoniques. Rosatom poursuit la construction d'une centrale nucléaire à Kudankulam (État du Tamil Nadu)³⁴. L'Inde profite même du contexte de la guerre en Ukraine – au sujet de laquelle elle se montre d'ailleurs tout aussi neutre, sur le plan diplomatique, que le Pakistan – pour importer à bas prix des matières premières de Russie.

L'Inde et la Russie font à l'évidence prévaloir une conception éminemment pragmatique de leurs relations bilatérales, s'autorisant l'une l'autre à jouer sur tous les tableaux. Si l'Inde est libre de collaborer avec des pays jugés « inamicaux » par la Russie, cette dernière peut avancer ses pions au Pakistan. Il a même été compris à Moscou que l'Inde n'est pas forcément hostile à ce que la Russie contribue au développement de l'économie pakistanaïse, œuvrant par là même à stabiliser la région sud-asiatique dans son ensemble³⁵. Or, si le facteur pakistanaïse

³² R. Sinha et S. Mishra, "Budding Russia-Pakistan Camaraderie: Should India Be Concerned?", *Observer Research Foundation*, 2 mars 2022, disponible sur : www.orfonline.org.

³³ Le CAATSA impose des sanctions économiques aux pays et aux entreprises achetant des armes à la Russie en représailles à l'annexion de la Crimée et de Sébastopol par Moscou et de son ingérence alléguée dans l'élection présidentielle américaine de 2016. Washington n'a pas appliqué ces mesures à l'Inde, premier importateur mondial d'armements, auprès duquel les ventes américaines ont grimpé en flèche sous le mandat de Trump.

³⁴ « Rosatom načal postavki novogo âdernogo topliva dlâ AËS "Kudankulam" (Indiâ) » [Rosatom a commencé à livrer un nouveau combustible nucléaire à la centrale indienne de Kudankulam], *Rosatom*, 9 juin 2022, disponible sur : www.rosatom.ru.

³⁵ Propos d'Alexei Kouprianov, directeur du Groupe pour l'Asie du Sud et l'océan Indien au sein du Centre d'études sur la région Asie-Pacifique, rattaché à l'Institut de l'économie mondiale et des relations internationales (IMEMO RAN). « Otkrytie i pervaâ sessiâ Rossijsko-pakistsanskogo dialoga » [Ouverture et première session du Dialogue russo-pakistanaïse], *Club de discussion internationale de Valdai*, 6 juin 2022, 00:22:50, disponible sur : <https://ru.valdaiclub.com>. La réalité semble cependant plus contrastée : en 2015, Ram Madhav, secrétaire général du Bharatiya Janata Party (BJP), avait en effet exposé sa volonté de voir l'Inde réunir autour d'elle le Pakistan et le Bangladesh, et les Hindous dominer les autres communautés religieuses du sous-continent indien. "BJP Leader Ram Madhav Believes India, Pakistan and Bangladesh Will Reunite to Form 'Undivided India'", *Al Jazeera*, 24 décembre 2015, disponible sur : <https://network.aljazeera.net>.

n'a, jusqu'à présent, pas nui au partenariat russo-indien, le facteur indien peut, lui, porter indirectement préjudice à la relation que Moscou s'emploie à bâtir avec Islamabad, dans la mesure où les deux principaux sujets de discorde indo-pakistanaïse trahissent une sensibilité pro-indienne du côté russe. D'une part, en dépit de sa neutralité officielle sur le Cachemire, région que se disputent inlassablement Islamabad et New Delhi depuis la partition du British Raj en 1947, la Russie s'aligne dans les faits sur l'Inde, lorsqu'elle appelle au règlement bilatéral du conflit sur le fondement de l'accord de Simla (1972), à rebours de la volonté pakistanaïse d'internationaliser ces négociations³⁶. D'autre part, pour ce qui est des demandes d'adhésion indienne et pakistanaïse au Groupe des fournisseurs nucléaires (GFN), régime multilatéral pour le contrôle des exportations nucléaires, la Russie soutient ouvertement l'Inde mais pas le Pakistan – dont la réputation reste, il est vrai, entachée par un retentissant scandale de prolifération³⁷. Le Premier secrétaire de l'ambassade de Russie au Pakistan, Pavel Didkovski, avait certes déclaré en 2017 que son pays n'est pas opposé à la candidature d'Islamabad au GFN³⁸, mais ses propos sont restés sans écho à Moscou. Par effet de contraste, la Chine, qui bloque l'adhésion indienne au GFN malgré les tentatives russes de l'en dissuader³⁹, se tient, ici encore, résolument aux côtés du Pakistan.

Pékin, passerelle de la Russie vers le Pakistan ou cavalier seul ?

En sus de l'approfondissement du dialogue indo-américain, le raidissement des relations entretenues par Washington avec Islamabad et Moscou a présidé à leur rapprochement, favorisé par Pékin, leur voisin et allié commun⁴⁰. Le Pakistan et la Russie présentent de surcroît l'avantage d'avoir pour principal théâtre d'engagement en Asie non pas l'Indo-Pacifique, mais l'Afghanistan dont ils entendent, de concert avec la Chine, maintenir l'intégrité territoriale au lendemain du retrait des troupes américaines. Le Pakistan veut éviter que la crise afghane, qui déstabilise sa partie occidentale – le Khyber Pakhtunkhwa et le Baloutchistan (une province de surcroît travaillée par des velléités séparatistes) sont frappés par des attentats particulièrement meurtriers –, n'anéantisse ses projets en Asie centrale, où il perçoit les puissances chinoise et russe comme des pôles de développement complémentaires. D'un

³⁶ Les projets de résolution sur le Cachemire portés par la Chine auprès du Conseil de sécurité des Nations unies se heurtent aux vetos russes. Le Pakistan espère de la Russie un soutien sur ce dossier en complément à celui que lui manifeste déjà la Chine, qui administre elle-même une partie du Cachemire : l'Aksai Chin.

³⁷ En 2004, la CIA révèle que le père de la bombe atomique pakistanaïse, le Docteur Abdul Qadeer Khan, a vendu des secrets de fabrication et des équipements nucléaires à l'Iran, à la Libye, ainsi qu'à la Corée du Nord.

³⁸ S. Kaifee, "Russia Signals Support for Pakistan's NSG Candidature", *Arab News*, 18 décembre 2017, disponible sur : www.arabnews.com.

³⁹ "Russia Supports India's Membership to NSG but China Remains Defiant", *Hindustan Times*, 7 décembre 2017, disponible sur : www.hindustantimes.com.

⁴⁰ L'alliance de revers entre la Chine et le Pakistan contre leur ennemi indien a pour point de départ la guerre sino-indienne de 1962 dans le Cachemire, qui s'est soldée par la défaite de New Delhi, et qui est survenue dans un contexte où Islamabad appartenait encore à l'OTASE et au CENTO.

côté, la Chine impulse une dynamique économique en Asie centrale par le biais de sa Ceinture économique de la Route de la Soie, réseau d'infrastructures de transport multimodal permettant de désenclaver la région, et qui connaît une vigueur supplémentaire à la faveur de la guerre en Ukraine. De l'autre côté, la Russie, qui a fait acte de présence, *via* l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC), non seulement au Tadjikistan et au Kirghizstan au lendemain de la prise de Kaboul par les talibans en 2021, mais aussi au Kazakhstan durant le « Janvier sanglant » en 2022, veille au grain sur cet espace qu'elle considère tout autant comme une aire d'influence historique que comme un bastion défensif.

L'établissement face à l'Afghanistan d'un axe Moscou-Pékin-Islamabad a été facilité non seulement par la parfaite identité d'approche des trois partenaires vis-à-vis des talibans⁴¹, mais aussi par l'adhésion du Pakistan à l'OCS en 2017. Créée le 15 juin 2001 pour lutter contre le séparatisme, l'extrémisme et le terrorisme dans la région, cette organisation n'avait jusqu'alors pas obtenu de résultats probants sur le dossier afghan, malgré la mise en place en son sein d'un Groupe de contact sur l'Afghanistan (2005) et l'attribution à l'Afghanistan d'un statut d'État observateur (2012). La présence en masse de l'ethnie pachtoune de part et d'autre de la longue frontière afghano-pakistanaise (la « ligne Durand », établie en 1893 sur plus de 2 600 km) a commandé à l'OCS, mue par une volonté d'apporter de nouvelles solutions au défi afghan, d'intégrer de plein droit le Pakistan dans ses rangs, où il figurait lui-même en qualité d'observateur, depuis 2005⁴². Seulement, l'adhésion du Pakistan à l'OCS a entraîné dans son sillage celle de l'Inde – souhaitée par la Russie pour faire contrepoids à la Chine⁴³ –, laissant redouter que les tensions indo-pakistanaises autour du Cachemire ne viennent rompre la cohésion interne d'une organisation vouée à réunir les puissances majeures de la « Grande Eurasie » (*Bol'shaâ Evraziâ*) dans un front supposément anti-occidental et illibéral.

C'est la raison pour laquelle, au lendemain de l'attentat commis par le groupe islamiste pakistanais Jaish-e-Mohammed (JeM) le 14 février 2019, qui a coûté la vie à une quarantaine de paramilitaires indiens à Pulwama (État du Jammu-et-Cachemire), la Russie et la Chine se sont opposées à ce que l'affaire soit portée par l'Inde devant l'OCS. Cette solidarité russo-chinoise, que le Pakistan a interprétée comme une marque de soutien à son endroit, a cependant volé en éclats à l'ONU, où Moscou et Pékin ont étalé au grand jour leur différence

⁴¹ En effet, tout comme la Russie et le Pakistan, la Chine dialogue avec les talibans, qu'elle appelle à établir un gouvernement inclusif à Kaboul et dont elle a, elle aussi, accrédité des diplomates sur son propre sol. Par ailleurs, l'ambassade de la République populaire a été maintenue à Kaboul après le renversement du président Achraf Ghani, le 15 août 2021.

⁴² P. Topychkanov, « Four Myths About SCO Expansion », *Carnegie*, 9 juillet 2015, disponible sur : <https://carnegiemoscow.org>.

⁴³ A. Gabuev, C. Raja Mohan, D. Trenin et P. Hanele, « Будущее Шанхайской организации сотрудничества: как ego vidât v Moskve, N'û-Deli i Pekine » [L'avenir de l'Organisation de coopération de Shanghai, tel qu'il est perçu à Moscou, à New Delhi et à Pékin], *Carnegie*, 15 juillet 2017, disponible sur : <https://carnegiemoscow.org>.

d'appréciation quant à la stratégie de guerre asymétrique menée par Islamabad *via* des groupes djihadistes. La Russie s'est ainsi rangée du côté de l'Inde pour demander la requalification en organisation terroriste du JeM et l'édiction de sanctions contre son chef, Masood Azhar, ce à quoi s'est opposée (un temps, du moins) la Chine⁴⁴. Son extrême vigilance vis-à-vis du djihadisme ouïghour a conduit Pékin à poursuivre en parallèle son propre agenda sécuritaire dans la région, où il a mis en place un Mécanisme quadrilatéral de coordination et de coopération (MQCC) Chine-Pakistan-Afghanistan-Tadjikistan pour l'échange d'informations entre services de renseignement et la conduite d'exercices conjoints de lutte antiterroriste dans le Nord-Est afghan.

Ainsi, en Afghanistan, la Chine a renforcé son influence auprès des talibans, dont elle a obtenu dès l'hiver 2021 qu'ils déplacent, depuis la province du Badakhchan (frontalière de la Chine et surtout du Tadjikistan) vers celles, voisines, de Takhar et de Baghlan, les membres du Parti islamique du Turkestan oriental (PITO)⁴⁵. Fin mars 2022, sous les auspices de l'ISI, de hauts responsables du service de renseignement chinois (ministère de la Sécurité de l'État, ou Guoanbu) ont tenu une série de réunions avec leurs homologues talibans à Kaboul. Le Guoanbu a voulu s'assurer que les talibans contiendront dans les limites du territoire afghan les djihadistes hostiles à la Chine⁴⁶, frappée par le passé au Pakistan et au Kirghizstan, et dont les sanctions contre la Russie l'amènent à développer plus avant les itinéraires centrasiatiques de ses Nouvelles Routes de la Soie⁴⁷. Par ailleurs, au Tadjikistan, la Chine a implanté, au plus tard en 2019, un avant-poste militaire à Chaïmak, dans le sud-est de la région autonome du Haut-Badakhchan, afin de barrer la route du Xinjiang aux quelques centaines de djihadistes ouïghours alors basées au nord de l'Afghanistan et dans le corridor de Wakhan. En mai 2022, pour maintenir l'ordre au Tadjikistan, les forces spéciales chinoises pourraient avoir aidé le régime d'Emomali Rakhmon à réprimer une insurrection dans le Haut-Badakhchan⁴⁸.

La Russie et la Chine ne donnent pas non plus le sentiment de jouer une partition commune au Pakistan même. Ainsi, la Russie n'a, à aucun moment, fait état d'une intention de raccorder le Pakistan Stream au Corridor économique sino-pakistanaï (CPEC), réseau autoroutier et

⁴⁴ "Pakistan's Masood Azhar: China Blocks Bid to Call Militant Terrorist", *BBC*, 14 mars 2019, disponible sur : www.bbc.com.

⁴⁵ Il n'est d'ailleurs pas à exclure que le changement d'attitude des talibans à leur endroit pousse les combattants du PITO, affiliés à Al-Qaïda, à grossir les rangs de l'EIPK. R. Standish, "Taliban 'Removing' Uyghur Militants From Afghanistan's Border With China", *RadioFreeEurope*, 5 octobre 2021, disponible sur : www.rferl.org.

⁴⁶ « Le Guoanbu sollicite l'ISI pour coopérer avec les services secrets talibans », *Intelligence Online*, 14 avril 2022, disponible sur : www.intelligenceonline.fr.

⁴⁷ M. Levystone, « La connectivité centrasiatique au révélateur des crises internationales. Les transports, l'énergie et l'eau entre interdépendance et désenclavements », *Russie.Nei.Reports*, n° 41, Ifri, 10 novembre 2022, p.14-15 disponible sur : www.ifri.org.

⁴⁸ Elles auraient pris part à l'élimination de l'un des *leaders* locaux, Mamadbokir Mamadbokirov, le 22 mai 2022. Voir le *post* sur le réseau social russe Telegram publié par Pamirdailynews, le 22 mai 2022, disponible sur : <https://t.me>.

ferroviaire traversant le Pakistan du sud au nord construit par des sociétés chinoises. Pourtant, cela aurait pu susciter l'intérêt de Pékin, qui s'est positionné sur le projet de gazoduc Iran-Pakistan-Inde après le retrait de New Delhi (alors affairé à consolider son partenariat avec Washington), dans l'optique de le jumeler avec le CPEC. Cela aurait, *in fine*, permis d'attirer des capitaux chinois déjà présents en masse dans les grands projets d'infrastructures au Pakistan, telles la mise en valeur du bassin de Gwadar (sud du Baloutchistan), avec la modernisation de complexes portuaires, aéroportuaires et énergétiques pour plus d'un milliard de dollars, ou encore la construction du CPEC, qui vise précisément à opérer la jonction entre les ports du Pakistan méridional (Gwadar et Karachi) et le territoire chinois, pour un coût dépassant 60 milliards de dollars.

Il n'est pas certain que la Chine, qui est à la fois le partenaire commercial majeur du Pakistan (avec lequel elle réalise 20 milliards de dollars d'échanges en 2021) et son fournisseur quasi-monopolistique d'armements (couvrant les trois quarts des besoins pakistanais en équipements lourds, entre 2017 et 2021⁴⁹), voie d'un très bon œil la concurrence naissante de la Russie sur ce marché. Authentique voie de passage entre la Russie et le Pakistan, la Chine pourrait même tirer profit de son voisinage avec ces deux pays pour réexporter à profit vers le marché pakistanais le gaz naturel russe, dont l'embargo américain et la réduction drastique des commandes européennes lui ont permis d'en accroître substantiellement les importations (et à moindres frais), depuis le début de la guerre en Ukraine⁵⁰. Elle trouverait à n'en pas douter preneur au sud, d'autant qu'Islamabad s'est montré, depuis le début de la guerre en Ukraine, frondeur vis-à-vis de Washington sur le plan des sanctions anti-russes.

Washington, un pouvoir d'attraction intact sur le Pakistan ?

Dans l'histoire contemporaine des relations bilatérales russo-pakistantaises, chaque phase de collaboration relativement soutenue entre Moscou et Islamabad a été suivie d'un retour du Pakistan dans le giron américain, que ce soit en 1969 (arrivée à la Maison-Blanche de Richard Nixon), en 1979 (invasion soviétique de l'Afghanistan) et en 2001 (attaque du World Trade Center). Aussi la Russie pouvait-elle légitimement redouter que l'intention réelle du Pakistan ne consistât à se rapprocher d'elle que pour mieux préparer le rétablissement

⁴⁹ Selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), le Pakistan s'est notamment vu livrer par la Chine, au cours de cette période, des avions de combat JF-17, des frégates Type 054A et des blindés Type 90-2M, en attendant, d'ici à 2028, huit sous-marins Type 041. "China Cements Its Place as Pakistan's Largest Supplier of Major Arms: Report", *Hindustan Times*, 26 avril 2022, disponible sur : www.hindustantimes.com.

⁵⁰ D. Das, "China Increases Russian Gas Imports by 60% in First Quarter of 2022 Amid Ukraine War", *Republic World*, 4 mai 2022, disponible sur : www.republicworld.com.

d'une alliance avec les États-Unis⁵¹, malgré la mise en œuvre d'une politique étrangère pour le moins iconoclaste par Imran Khan, dès son élection à la tête du gouvernement en 2018.

Imran Khan a en effet redéfini l'action internationale de son pays pour en élargir les horizons géopolitiques suivant deux axes majeurs. Premier axe : une projection vers l'espace eurasiatique. Le Pakistan a consolidé ses relations avec la Chine et la Russie, ainsi qu'avec d'autres pays membres de l'OCS, notamment l'Iran, dont l'adhésion à l'organisation est officialisée en 2023, et l'Ouzbékistan, où l'arrivée au pouvoir de Chavkat Mirziïev en 2016 a permis une détente avec Islamabad⁵². La participation des forces spéciales pakistanaises avec celles de l'Azerbaïdjan et de la Turquie à l'exercice « Trois frères-2021 » organisé à Bakou et en mer Caspienne (12-20 septembre 2021) témoigne d'une capacité pakistanaise à s'implanter sur les marches occidentales de ce gigantesque espace géographique. Second axe : une prise de distance vis-à-vis des États-Unis. Imran Khan a vigoureusement contesté le ralliement pakistanais à la guerre contre le terrorisme décidé en 2001 par le président Pervez Musharraf⁵³, qui aura, selon lui, coûté la vie à « 70 000 Pakistanais, emportés par les attentats », ainsi que la bagatelle de « 150 milliards de dollars de pertes à une économie fragile »⁵⁴. Quant à la reconquête du pouvoir par les talibans, Imran Khan y a vu la volonté des Afghans de « briser les chaînes de l'esclavage »⁵⁵. Son déplacement à Moscou en février 2022, que les Américains – convaincus de l'imminence de l'assaut russe contre l'Ukraine – ont tenté d'empêcher⁵⁶, aura constitué l'outrage de trop.

Sans même aboutir à des avancées concrètes dans la relation bilatérale avec la Russie, la présence controversée d'Imran Khan aux côtés de Vladimir Poutine au Kremlin, le jour du déclenchement de son « opération militaire spéciale » en Ukraine, met à vif, au Pakistan, une fracture idéologique au sujet de la politique étrangère que doit mener le pays. Une première

⁵¹ Par exemple, en voyant qu'Islamabad pouvait jouer un rôle d'intermédiaire avec les talibans à la fois au profit des Américains et des Russes. D. Hadid et A. Sattar, "The Key Role Pakistan Is Playing in U.S.-Taliban Talks", *NPR*, 30 août 2019, disponible sur : www.npr.org ; A. Tanzeem, "Russian Envoy Visits Pakistan as Part of Effort to Jumpstart Stalled Afghan Peace Process", *Voice of America*, 19 février 2021, disponible sur : www.voanews.com.

⁵² Jusqu'à sa mort en 2016, le prédécesseur du président Mirziïev, Islam Karimov, a tenu rigueur aux Pakistanais d'avoir accueilli dans les Zones tribales des djihadistes du Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO), qui avaient attenté à sa vie à Tachkent en 1999.

⁵³ "Pakistan PM Imran Khan Criticises Musharraf for Joining US' War on Terror for Money", *Statecraft*, 22 décembre 2021, disponible sur : www.statecraft.co.in.

⁵⁴ A. Gul, "Khan: Pakistan Can Never Again Be US Partner in War", *Voice of America*, 30 juin 2021, disponible sur : www.voanews.com.

⁵⁵ Il existe d'autres signes de collusion entre le Pakistan et le nouveau régime afghan : la nomination, le 24 août, d'Abdul Qayyum Zakir, proche de l'ISI, au poste de ministre de la Défense à Kaboul ; la venue dans la capitale afghane à l'invitation des talibans, le 4 septembre, du chef de l'ISI, Faiz Hameed. J. Dettmer, "A Win for Pakistan?", *Voice of America*, 25 août 2021, disponible sur : www.voanews.com.

⁵⁶ Le conseiller américain à la sécurité nationale, Jake Sullivan, aurait ainsi fait pression sur son homologue pakistanais, Moeed Yusuf, pour dissuader Imran Khan de se rendre à Moscou. "US Asked Pakistan Not to Proceed With Prime Minister Imran Khan's Visit to Russia: Qureshi", *ThePrint*, 9 avril 2022, disponible sur : <https://theprint.in>.

école de pensée, que représente Imran Khan, considère que le développement de ses relations avec plusieurs grandes puissances (Russie incluse) peut aider le Pakistan à s'extraire de sa pauvreté endémique. Une autre école de pensée, incarnée par Qamar Javed Bajwa, chef d'état-major de l'armée de terre, prône le maintien des « relations stratégiques anciennes et sans encombre » avec les États-Unis⁵⁷, et juge inopportun de ménager outre mesure la Russie sur la guerre en Ukraine, notamment en refusant de voter contre elle à l'Assemblée générale des Nations unies – sans pour autant s'interdire d'émettre des critiques contre les États-Unis⁵⁸. Le 21 mars 2022, accompagné de Nadeem Ahmed Anjum, nouveau directeur de l'ISI, le général Bajwa aurait même exigé d'Imran Khan qu'il quitte la tête du gouvernement, avant de s'entretenir avec William Burns, le chef de la CIA, assuré qu'Islamabad souhaitait collaborer avec Washington et ne cautionnait pas l'invasion de l'Ukraine par Moscou. C'est donc encouragé par les Américains que l'*establishment* militaire pakistanais s'est affairé à l'organisation d'une motion de censure contre Imran Khan, déchu le 10 avril 2022 par le Parlement – une première, dans l'histoire politique du pays.

Sous l'action de son nouveau Premier ministre, Shehbaz Sharif, le Pakistan entame un rapprochement assez net avec les États-Unis, au cours de l'été 2022. Les nouvelles autorités pakistanaises pourraient ainsi avoir autorisé le survol de leur espace aérien au drone américain qui élimine, le 31 juillet 2022 à Kaboul, Ayman al-Zawahiri, *leader* d'Al-Qaïda depuis la mort d'Oussama Ben Laden en 2011⁵⁹. Par ailleurs, le Pakistan se joint au Regional Cooperation, programme d'entraînement antiterroriste conduit au Tadjikistan du 10 au 20 août 2022 par le Commandement central des États-Unis (CENTCOM), en charge des opérations militaires américaines au Moyen-Orient, en Asie centrale et en Asie du Sud. En revanche, il n'envoie aucun contingent en Russie pour participer à l'exercice stratégique « Vostok-2022 » (« Orient-2022 »), organisé du 1^{er} au 7 septembre dans le cadre de l'OCS⁶⁰. Ce pas de côté s'explique vraisemblablement par la volonté du Pakistan de faciliter la conclusion d'un contrat pour la maintenance de ses F-16 avec les États-Unis, officialisé par l'administration Biden⁶¹.

⁵⁷ G. Makarevič, « Igra pošla ne po planu: političeskij krizis v Pakistane i ego posledstviâ dlâ Rossii » [Le jeu a mal tourné : la crise politique au Pakistan et ses conséquences pour la Russie], *Conseil russe pour les affaires internationales (RSMD)*, 22 avril 2022, disponible sur : <https://russiancouncil.ru>.

⁵⁸ Cf. la « Doctrine Bajwa » de 2018. D. Chaudet, « Pakistan : la double crise politique », *Politique étrangère*, 2023/1 (Printemps), p. 112.

⁵⁹ « Pakistan and Taliban: Did US Use Pakistan Airspace to Kill Al Qaeda Leader? India's Concerns », *The Economic Times*, 30 août 2022, disponible sur : <https://economictimes.indiatimes.com>.

⁶⁰ Y étaient seulement présents des observateurs, accompagnés de l'attaché de défense pakistanais à Moscou. S. Strokan', « Pakistanskije snarâdy doleteli do Dnepra » [Des bombardiers pakistanais ont rallié le Dniepr], *Kommersant*, 4 septembre 2022, disponible sur : www.kommersant.ru.

⁶¹ T. Kadam, « US Approves to Sustain Pakistan's F-16 Fighter Jet Fleet; To Reverse Trump-Era Suspension of Security Assistance », *EurAsian Times*, 8 septembre 2022, disponible sur : <https://eurasianimes.com>.

Le rapprochement pakistano-américain dépasse le seul cadre stratégique : victime, durant l'été 2022, d'une terrible inondation qui ravage un tiers de son territoire – et sa principale région agricole, le Pendjab –, le Pakistan sollicite une aide humanitaire américaine. Son allocation, à hauteur de 56 millions de dollars, est annoncée par le secrétaire d'État américain Antony Blinken, lors d'un entretien avec le ministre pakistanais des Affaires étrangères Bilawal Bhutto-Zardari, reçu à Washington fin septembre⁶². Confronté à une conjoncture économique très délicate (dévaluation de la roupie, pression inflationniste sur les produits alimentaires et l'énergie) qui le rapproche du défaut de paiement, le Pakistan obtient également des États-Unis qu'ils intercèdent en sa faveur auprès du Fonds monétaire international (FMI) pour l'ouverture de lignes de crédit, en 2022 et en 2023. Il semble qu'Islamabad ne doive son retrait de la « Grey List » de la Financial Action Task Force (FATF) du FMI, préalable nécessaire au décaissement de fonds salutaires, qu'au soutien américain. Celui-ci répond lui-même à un changement d'attitude pakistanaise sur la guerre en Ukraine⁶³, qui interroge immanquablement sur la viabilité du partenariat Islamabad-Moscou.

RUSSIE-PAKISTAN : UN PARTENARIAT DURABLE ?

Le revirement apparent du Pakistan sur la guerre en Ukraine et la relative déception, ressentie tant à Moscou qu'à Islamabad, liée à l'adhésion de ce dernier à l'OCS tendraient à questionner le bien-fondé du partenariat russo-pakistanaise. L'opposition des deux protagonistes aux Occidentaux sur un certain nombre de sujets invite néanmoins à faire preuve de prudence en la matière.

Un revirement pakistanais plus ténu qu'il n'y paraît sur la guerre en Ukraine

La guerre en Ukraine a ravivé, au sein de l'*establishment* militaire pakistanais, le malaise que lui inspirent des liens trop poussés avec Moscou. D'une part, l'armée garde en mémoire le souvenir douloureux de la sécession du Bangladesh, à laquelle avait contribué l'aide active de l'URSS à l'Inde en 1971. De l'autre, les stratégestes pakistanais n'ignorent pas l'effet que pourrait produire une victoire russe en Ukraine sur les appétits de conquêtes des grandes

⁶² "Secretary Antony J. Blinken With Pakistani Foreign Minister Bilawal Bhutto Zardari to Commemorate the 75th Anniversary of U.S.-Pakistan Relations", U.S. Department of State, 26 septembre 2022, disponible sur : www.state.gov.

⁶³ R. Grim et M. Hussain, "U.S. Helped Pakistan Get IMF Bailout With Secret Arms Deal for Ukraine, Leaked Documents Reveal", *The Intercept*, 17 septembre 2023, disponible sur : <https://theintercept.com>.

puissances, eux qui vivent dans un pays dont l'intégrité territoriale est contestée sur son flanc est par l'Inde (mais aussi à l'ouest, par les talibans). Enfin, l'offensive russe en Ukraine a sérieusement mis à mal les importantes coopérations militaro-industrielles qui liaient, depuis 1996, Islamabad à Kiev : selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), l'armée pakistanaise s'était, entre autres, vu livrer par l'Ukraine 320 chars de combat T-80 (entre 1997 et 1999), 4 avions ravitailleurs Iliouchine Il-78 (2009-2011) et 200 moteurs 6TD (2019-2021)⁶⁴.

Aussi, et moyennant le soutien américain qui lui permet de se voir consentir le versement anticipé d'un prêt de 1,17 milliard de dollars par le FMI, le Pakistan se mue-t-il, sous la direction de Shehbaz Sharif au cours de l'été 2022, en soutien militaire de l'Ukraine. Pakistan Ordnance Factories (POF), poids lourd du complexe militaro-industriel pakistanais, fournit en effet des obus à l'armée ukrainienne pour l'aider à reconstituer ses stocks⁶⁵ et, signe supplémentaire d'un changement d'époque, réaliserait des prestations de maintenance sur les chars ukrainiens, plutôt que l'inverse⁶⁶. Enfin, durant l'été 2023, Dmytro Kuleba effectue la première visite officielle d'un ministre ukrainien des Affaires étrangères à Islamabad depuis l'établissement des relations diplomatiques ukraïno-pakistanaïses en 1992. Il y est reçu par son homologue Bilawal Bhutto-Zardari, et surtout par les responsables des services de renseignement pakistanais. Plutôt rare au Pays des Purs, un tel entretien porte à croire que le Pakistan serait disposé à répondre à la demande ukrainienne d'assistance militaire concentrée sur la livraison d'armements et la formation des troupes⁶⁷. La réception de Dmytro Kuleba est surtout, pour ses hôtes pakistanais, l'occasion de renouer davantage avec les pays occidentaux, qui comptent parmi les principaux investisseurs au Pakistan et les marchés auxquels l'industrie textile pakistanaïse destine l'essentiel de sa production à l'export.

Le regain d'implication militaire pakistanaïse aux côtés de l'Ukraine signifie-t-il pour autant que la position d'Islamabad a changé sur le fond avec le remplacement d'Imran Khan par Shehbaz Sharif ? En procédant à l'envoi d'aides humanitaires vers l'Ukraine, le nouveau Premier ministre pakistanaïse ne revire pas la position de son prédécesseur, qui avait effectué

⁶⁴ "SIPRI Arms Transfers Database, Trade Registers", disponible sur : <https://armstrade.sipri.org> (consulté le 1^{er} octobre 2022).

⁶⁵ Les livraisons pakistanaïses portent sur des obus de 122 millimètres. Hérités de l'époque soviétique, les canons de l'artillerie ukrainienne tirent des projectiles de 122 ou de 152 millimètres. À titre de comparaison, le standard des obus utilisés par l'OTAN est de 155 millimètres. C. Pietralunga, « Corée du Nord et Iran pour la Russie, Pakistan pour l'Ukraine : Moscou et Kiev se tournent vers des fournisseurs d'armes inattendus », *Le Monde*, 7 septembre 2022, disponible sur : www.lemonde.fr.

⁶⁶ S. Fazl-e-Haider, "Is Pakistan Truly Sending Military Aid to Ukraine for Its Fight Against Russia?", *Eurasia Daily Monitor*, Volume: 20, Issue: 32, The Jamestown Foundation, 23 février 2023, disponible sur : <https://jamestown.org>.

⁶⁷ U. Jamal, "What's Cooking Between Ukraine and Pakistan?", *The Diplomat*, 26 juin 2023, disponible sur : <https://thediplomat.com>.

une telle démarche, en mars 2022⁶⁸. L'arrivée au pouvoir de Shehbaz Sharif n'atténue pas non plus la volonté d'Islamabad d'approfondir ses relations économiques avec Moscou : son gouvernement a entamé des négociations pour l'importation de deux millions de tonnes de blé russe⁶⁹ ; son ministre du Pétrole, Musadik Masood Malik, entend sous-traiter à la Russie jusqu'à 35 % des importations pakistanaises d'or noir⁷⁰. Enfin, le gouvernement dirigé par Shehbaz Sharif se garde, tout autant que celui d'Imran Khan, de condamner l'action de la Russie en Ukraine, au sujet de laquelle il appelle, somme toute, à une solution diplomatique. Alors que ses consultants militaires tentent de profiter du conflit pour étendre leurs activités à de nouveaux marchés européens⁷¹, le Pakistan n'assume pas de fournir des équipements militaires à Kiev, ce qu'il est d'ailleurs le seul à faire parmi les membres de l'OCS.

L'adhésion pakistanaise à l'OCS, un succès en demi-teinte pour Moscou et Islamabad ?

Le ralliement du Pakistan à l'OCS a indéniablement élargi le champ des possibles pour la Russie en Asie du Sud, où l'Inde ne fait désormais plus figure d'interlocuteur quasi-exclusif à ses yeux. Ce cadre institutionnel a en effet contribué à l'approfondissement, entre Russes et Pakistanais, non seulement de coopérations en matière de défense, mais aussi d'un dialogue politique en haut lieu, particulièrement au sujet de l'Afghanistan. L'alignement et la coordination accrues de ses positions avec celles du Pakistan relativement à un dossier dont ce pays constitue un élément indissociable permettent à la Russie, en perte relative d'influence dans son « étranger proche »⁷² depuis son invasion du territoire ukrainien le 24 février 2022, de prendre date en prévision des futures évolutions d'un autre foyer potentiel d'instabilités régionales. Pour le reste, l'adhésion pakistanaise à l'OCS n'a pas répondu à toutes les attentes de Moscou. La diplomatie russe espérait notamment que l'entrée concomitante du Pakistan et de l'Inde dans cette organisation produirait sur leur relation bilatérale un effet normalisateur similaire à celui dont avaient bénéficié, dans le même cadre, la Russie et la

⁶⁸ "Second Consignment of Humanitarian Aid From Pakistan for People of Ukraine", *Ministère pakistanais des Affaires étrangères*, 1^{er} juin 2022, disponible sur : <https://mofa.gov.pk>.

⁶⁹ P. N. Sree Harsha, "Pakistan: Shehbaz Wants to Import Wheat From Russia", *The Siasat Daily*, 9 juin 2022, disponible sur : www.siasat.com. Jusqu'au déclenchement du conflit russo-ukrainien, 39 % des importations pakistanaises de blé provenaient d'Ukraine.

⁷⁰ "Pakistan to Get First Shipment of Russian Oil Next Month — Minister", *Arab News Pakistan*, 3 avril 2023, disponible sur : www.arabnews.pk.

⁷¹ Liaqat Ali Beg, CEO de Kestral, aurait ainsi effectué des déplacements en Pologne, en Roumanie et en Slovaquie, entre mai et juin 2022. "Pakistan Backstabs Russia, Supplies Arms to Ukraine", *ThePrint*, 23 décembre 2022, disponible sur : <https://theprint.in>.

⁷² En témoigne la reprise, en septembre 2022, des conflits gelés entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan d'un côté, et entre le Kirghizstan et le Tadjikistan de l'autre. M. Karsenti, « Caucase, Asie centrale, Moyen-Orient : la guerre en Ukraine fragilise-t-elle les zones d'influence russe ? », *Marianne*, 21 septembre 2022, disponible sur : www.marianne.net.

Chine au cours des années 2000⁷³. Or, force est de constater que leur statut de membre de l'OCS n'a pas œuvré à l'apaisement des tensions entre le Pakistan et l'Inde autour du Cachemire, qui met de surcroît l'Inde aux prises avec la Chine, elle aussi membre de l'OCS et dotée du feu nucléaire.

Une déception est également perceptible du côté du Pakistan, qui misait sur son intégration à l'OCS pour étoffer ses coopérations économiques avec son voisinage occidental. D'ailleurs, à l'occasion d'une réunion avec ses homologues des pays membres de l'OCS tenue à Bichkek (Kirghizstan) les 21 et 22 mai 2019, le ministre pakistanais des Affaires étrangères, Shah Mehmood Qureshi, a appelé de ses vœux la création d'institutions financières au sein de l'organisation⁷⁴. Cette initiative fait écho à la volonté chinoise de mettre en place une Banque de développement de l'OCS qui se heurte à l'opposition de la Russie, laquelle préfère cantonner l'organisation à ses volets politique et sécuritaire, de peur de voir la Chine accroître une influence économique déjà prépondérante en Asie centrale. Première réunion des chefs d'État membres de l'OCS tenue dans le contexte de la guerre en Ukraine, le sommet de Samarcande (15-16 septembre 2022) pourrait cependant constituer le point de départ d'une évolution sur ces questions au sein de l'organisation, au regard de l'alourdissement des sanctions contre l'économie russe, mais aussi de l'adhésion, entérinée à cette occasion, d'un partisan supplémentaire de l'économisation de l'OCS, et non des moindres : l'Iran. Vertement dénoncée par le président kazakhstanaïse durant le sommet de New Delhi (4 juillet 2023), l'inertie économique de l'OCS incite le Pakistan à tenter de redynamiser, en parallèle, l'Organisation de coopération économique (OCE)⁷⁵.

Si l'OCS n'a pas concrétisé à ce jour les espoirs qu'Islamabad avait placés en elle sur le plan économique, il faut cependant voir que l'adhésion pakistanaïse obéit aussi à une volonté de se prémunir des conséquences néfastes de relations pour le moins chancelantes avec Washington. Le ralliement d'Islamabad à l'OCS est, en soi, tout à fait paradoxal. D'un côté, il

⁷³ O. Barabanov, « Perspektivy sotrudničestva Rossii i Pakistana » [Les perspectives de coopération entre la Russie et le Pakistan], *Club de discussion internationale de Valdai*, 6 juin 2022, disponible sur : <https://ru.valdaiclub.com>.

⁷⁴ "Pakistan Calls for Establishment of SCO Development Fund & Bank", *Business Recorder*, 23 mai 2019, disponible sur : <https://fp.brecorder.com>.

⁷⁵ En 1964, le Pakistan co-fonde, avec la Turquie et l'Iran, une Coopération régionale pour le développement (CRD), dévitalisée par la Révolution islamique à Téhéran en 1979, avant de reparaître en 1985 sous la forme d'une Organisation de coopération économique (OCE). Cette dernière s'élargit en 1992 à l'Afghanistan, à l'Azerbaïdjan et aux cinq républiques d'Asie centrale, avec pour objectif de promouvoir une intégration économique et l'augmentation des investissements entre ses membres. Désireux de tisser des liens économiques plus étroits avec ses voisins occidentaux, tel qu'il l'a démontré lors du treizième sommet de l'OCE organisé à Islamabad en mars 2017 sur le thème : « Connectivity for Regional Prosperity », le Pakistan appelle, lors du sommet tenu à Samarcande en novembre 2023, les États membres de l'OCE à abaisser leurs barrières non tarifaires au titre de l'ECO-Trade Agreement (ECOTA), et à mettre l'accent sur la connectivité interrégionale. En la matière, le Pakistan se voit comme un État-pivot, que ce soit vers l'est (CPEC) ou vers l'ouest (corridor de transport multimodal Islamabad-Téhéran-Istanbul, mis en service en 2021). T. Javed, "Pakistan's Geoeconomic Footprint in the ECO Region", *Centre for Strategic and Contemporary Research (CSCR)*, 3 décembre 2023, disponible sur : <https://cscr.pk>.

revire la ligne de politique étrangère édictée par Zulfiqar Ali Bhutto au lendemain de la sécession bangladaise, consistant à faire primer, s’agissant des grandes puissances, le développement de relations bilatérales sur la participation à des alliances militaires⁷⁶. D’un autre côté, il se conforme à la stratégie traditionnelle d’Islamabad visant à tisser des liens privilégiés avec de grandes puissances extérieures à son environnement régional en vue de rééquilibrer un rapport de force qui lui est nettement défavorable face au géant indien⁷⁷. La préservation de l’équilibre en Asie du Sud constitue, tout autant, un objectif pour la Russie, qui juge la montée en puissance militaire indienne encouragée par Washington comme une menace : pour la stabilité afghane, dont Zamir Kaboulov, représentant spécial du président Poutine pour l’Afghanistan, n’a de cesse de louer la contribution pacificatrice du Pakistan dans ce pays⁷⁸ (au grand dam de l’Inde) ; pour les projets de connectivité de la « Grande Eurasie », tel le CPEC que soutient, pour le coup, le Kremlin. Les affinités et convergences d’intérêts russo-pakistanaïses transcendent leur environnement régional commun.

L’opposition à l’Occident, un élément structurant du dialogue entre Moscou et Islamabad

Le Pakistan soutient la logique de multipolarisation qui guide depuis 2022 l’action internationale de la Russie, perçue comme une puissance à même de l’inclure dans un réseau d’alliances autrement plus large que celui de la seule Eurasie, à travers l’action qu’elle déploie au sein des BRICS. Désireux de rejoindre ce groupe de puissances « émergentes », le Pakistan a officiellement fait acte de candidature en avril 2023. À l’appui de sa démarche, et pour annihiler le scepticisme de rigueur manifesté par l’Inde – qui n’a logiquement pas tardé à appeler à resserrer les conditions pour l’accueil de nouveaux membres au sein des BRICS –, le Pakistan sollicite le soutien de la Russie, hôte du prochain sommet des BRICS (possiblement en octobre 2024, à Kazan), ainsi que celui de la Chine. Un ralliement pakistanais à des BRICS en plein élargissement depuis 2023⁷⁹ est d’autant moins à exclure que la Russie et la Chine souhaitent homogénéiser cette organisation en y grossissant les rangs des pays davantage alignés sur leurs orientations de politique étrangère que l’Inde, alliée aux États-Unis au sein du QUAD dans l’Indo-Pacifique.

⁷⁶ Cf. le retrait pakistanais de l’OTASE en 1973. C. Clary, “Russia-Pakistan Relations and the Constraints of Geoeconomics”, *Asian Survey* (Vol. 62, Issue 5-6, 2022), University of California Press, p. 844, disponible sur : <https://online.ucpress.edu>.

⁷⁷ *Ibid.*, p. 839.

⁷⁸ O. Nessar et P. Topyčkanov, « Kabul i Islamabad: myfi i real’nost’ » [Kaboul et Islamabad : entre mythes et réalité], *Rossiâ v global’noj politike*, 1^{er} septembre 2023, disponible sur : <https://globalaffairs.ru>.

⁷⁹ À partir du 1^{er} janvier 2024, les BRICS comptent officiellement – en plus du Brésil, de la Russie, de l’Inde, de la Chine et de l’Afrique du Sud : l’Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l’Égypte, l’Éthiopie et l’Iran. Censée elle-même rejoindre les BRICS, l’Argentine, sous l’action de son nouveau président, Javier Milei, s’est entre-temps rétractée.

En sus d'une appétence commune pour un multilatéralisme frondeur vis-à-vis des États-Unis, la relation pakistano-russe est cimentée par l'appartenance revendiquée des deux pays à l'*oumma* (communauté des croyants). Forte d'une quinzaine de millions de citoyens musulmans, la Russie a fait de l'islam un instrument à part entière de sa politique étrangère depuis l'arrivée de Vladimir Poutine au Kremlin. En 2005, la Russie s'est vu octroyer un statut d'État observateur par l'Organisation de la coopération islamique (OCI) ; un an plus tard, elle a créé le groupe « Russie – Monde musulman » (*Rossiâ – Islamskij mir*)⁸⁰ ; en 2015, Vladimir Poutine a inauguré la mosquée-cathédrale de Moscou, plus imposant lieu de culte musulman d'Europe. L'image d'un pays favorable à la religion du Prophète s'est trouvée consolidée, aux yeux des Pakistanais, par la réprobation russe d'un laxisme communément reproché aux autorités françaises face au blasphème, en lien avec les caricatures de Mahomet. Si le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a bien participé aux « marches républicaines » organisées à Paris le 11 janvier 2015, dans les jours qui ont suivi l'attaque contre la rédaction de *Charlie Hebdo* condamnée par le Kremlin, Moscou n'a pas empêché la tenue de manifestations anti-Charlie dans ses républiques musulmanes du Caucase, telles l'Ingouchie (le 17 janvier) et la Tchétchénie (le 19)⁸¹. En octobre 2020, le président Poutine a réagi à l'assassinat par décapitation (et par un jeune Tchétchène) de Samuel Paty pour avoir exposé les caricatures litigieuses en classe, en déclarant que si « Dieu seul a le pouvoir d'ôter la vie », il n'est pour autant pas convenable d'« offenser les sentiments des croyants »⁸².

La Russie ne représente pas une puissance malveillante aux yeux de nombre de Pakistanais. Tel n'est manifestement pas le cas des États-Unis, à en juger par l'approbation qu'a pu susciter la campagne de dénigrement lancée par Imran Khan au lendemain de son éviction du pouvoir contre Shehbaz Sharif. Par solidarité avec l'ancien Premier ministre, qui a accusé son successeur d'avoir tiré profit d'une « conspiration » ourdie par les États-Unis pour prendre la tête d'un gouvernement « importé » depuis Washington, Asad Qaiser a démissionné de la présidence de l'Assemblée nationale. De nombreux habitants des plus grandes villes

⁸⁰ Cette structure chargée de cultiver les liens entre la Russie et les pays musulmans comporte un sous-groupe pour la vision stratégique, aux travaux duquel contribue Riaz Khokhar, ministre pakistanaise des Affaires étrangères entre 2002 et 2005.

⁸¹ I. Mandraud, « Manifestation monstre en Tchétchénie contre "Charlie Hebdo" », *Le Monde*, 19 janvier 2015, disponible sur : www.lemonde.fr.

⁸² « Putin prokommentiroval reakciû rukovodstva Čečni na ubijstvo francuzskogo učitelâ » [Poutine a commenté la réaction du gouverneur de la Tchétchénie en lien avec l'assassinat de l'enseignant français], *Kavkaz.Realii*, 17 décembre 2020, disponible sur : www.kavkazr.com. Le président russe fait ici implicitement référence à la loi fédérale du 1^{er} juillet 2013 sur la protection des convictions religieuses et des sentiments des citoyens. Destiné à éviter que la « prière anti-Poutine », effectuée par le groupe Pussy Riot dans la cathédrale du Christ Saint-Sauveur (Moscou) le 21 février 2012, ne fasse des émules, ce texte a libéré les paroles les plus zélées dans le domaine religieux en Russie. C'est dans ce contexte que le président de la République de Tchétchénie, Ramzan Kadyrov, a pu étendre son champ d'action en tant que héraut auto-proclamé de la cause musulmane. À l'exception, notable, de la crise des Rohingyas (Birmanie, 2017), où sa parole a été dissonante par rapport à celle des autorités fédérales, le *leader* tchétchène a activement participé de la dimension *oummiste* de la nouvelle diplomatie russe : il était notamment présent au Kremlin, le 24 février 2022, pour rencontrer Imran Khan...

pakistanaises (Karachi, Rawalpindi, Lahore) ont pris part à la « Marche d’Azadi », organisée le 25 mai 2022 par Imran Khan pour réclamer la tenue de nouvelles élections générales à Islamabad. La victoire du parti d’Imran Khan, le Pakistan Tehreek-e-Insaf (PTI, le Mouvement du Pakistan pour la justice), aux élections partielles du 17 juillet 2022 dans la province du Pendjab et aux élections générales du 8 février 2024, confirme que son discours virulemment antiméricain continue de faire recette auprès de l’électorat pakistanais. Dans un tel contexte, le fait de ne pas renoncer au développement de leurs coopérations avec Moscou revient, tant pour Shehbaz Sharif que pour Anwar-ul-Haq Kakar (intrônisé à la tête du gouvernement en août 2023 pour préparer le retour de Nawaz Sharif au pouvoir, pendant qu’Imran Khan était emprisonné à Rawalpindi), à apporter la preuve à leur opinion publique qu’ils ne sont pas des *proxies* de Washington.

CONCLUSION

Qualifié de « partenaire prioritaire » par Vladimir Poutine durant un entretien avec Shehbaz Sharif en marge du sommet de l’OCS à Samarcande en 2022⁸³, le Pakistan n’est pas mentionné dans la nouvelle Doctrine de politique étrangère adoptée par le président russe en 2023. Aussi l’ambiguïté reste-t-elle de mise, du côté russe, relativement à son partenariat avec le Pakistan, dont les réelles perspectives d’approfondissement (sécurité, économie, politique) se trouvent jonchées par autant de facteurs de blocage.

Sur le plan sécuritaire, la Russie s’est remise à livrer des équipements militaires au Pakistan à partir de 2014, alors que les États-Unis annonçaient se retirer d’Afghanistan. L’enracinement, un an plus tard, de l’État islamique dans la province afghane de Nangarhâr (limitrophe du Pakistan) n’a fait que rehausser les préoccupations sécuritaires communes à Moscou et Islamabad en Afghanistan, aboutissant à un renforcement des coopérations russo-pakistanaises en matière de contre-terrorisme (sur un plan bilatéral, comme au sein de l’OCS). En collaborant avec le Pakistan, la Russie signifie à l’Inde que son rapprochement depuis la fin des années 2000 avec Washington ne saurait rester sans conséquences. Il n’en demeure pas moins que c’est à l’Inde que la Russie réserve encore à ce jour la livraison d’équipements de pointe tels que les systèmes de défense antiaériens S-400 et les sous-marins nucléaires d’attaque de type *Akoula*. Pour sa part, en fournissant, à partir de l’été 2022, des obus à

⁸³ « Putin nazval Pakistan odnim iz prioritetnyh partnërov dlâ Rossii » [Poutine a qualifié le Pakistan de partenaire prioritaire pour la Russie], *Rossiâ – Islamskij mir*, 15 septembre 2022, disponible sur : <https://russia-islworld.ru>.

l'armée ukrainienne, le Pakistan – bien que fortement encouragé par les États-Unis en ce sens – rappelle qu'il reste attaché à la poursuite de ses coopérations militaro-industrielles avec l'un de ses partenaires majeurs en la matière depuis les années 1990.

Dans le domaine économique, le renforcement très substantiel des sanctions contre la Russie a conduit cette dernière à réorienter, tel qu'annoncé par Vladimir Poutine à l'occasion du Forum économique oriental de Vladivostok (5-8 octobre 2022), son commerce extérieur depuis les marchés européens vers ceux de l'Asie. La volonté de Moscou de mettre le cap sur le sud l'incite à redynamiser le Corridor de transport international Nord-Sud (INSTC, pour l'acronyme anglais), mais aussi à voir d'un bon œil le CPEC, symbole du non-contrôle indien sur le territoire cachemiri. Ce nouveau tropisme asiatique de la Russie pourrait dynamiser la dimension économique de son partenariat avec le Pakistan, qui demeure à ce jour grevée par l'éloignement géographique des deux pays, leurs conjonctures respectives obérant leurs capacités d'investissement propres, sans oublier les lacunes économiques de l'OCS. Le blé, dont le Pakistan veut substituer à ses circuits d'approvisionnement ukrainiens ceux en provenance de Russie – un objectif partiellement atteint en 2023⁸⁴ – et l'énergie, où l'activisme de Rosatom est notable en Asie du Sud – cf. les centrales nucléaires construites en Inde (projet Kudankulam) et au Bangladesh (projet Rooppur) – se détachent au rang des domaines de coopération les plus naturels et prometteurs entre Islamabad et Moscou.

Enfin, sur le plan politique, les autorités pakistanaïses – quel qu'en soit l'affiliation partisane – considèrent la Russie, membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies et État fondateur et influent au sein de l'OCS et des BRICS, comme une grande puissance avec laquelle il est important de dialoguer. La question russe provoque néanmoins des tiraillements à l'intérieur du pays, entre une opinion publique pas foncièrement hostile à Moscou et une armée plus méfiante. Le Pakistan ne manque lui-même pas d'atouts aux yeux des autorités russes : ce pays en développement, parmi les plus peuplés du monde musulman, constitue un relais d'influence pour la diplomatie de Moscou vers une partie du « Sud global ». S'arrimer le Pakistan, allié traditionnel des États-Unis doté de capacités nucléaires, peut s'avérer utile pour une Russie désireuse de se ménager une influence de premier plan dans un ordre international appelé à être dominé par Washington et Pékin. Sur l'échiquier régional, l'approfondissement de son dialogue à partir de 2014 avec le Pakistan a littéralement servi à la Russie de porte d'entrée vers l'Afghanistan. Loin d'être isolée en Asie du Sud – comme dans d'autres régions du monde, ainsi que l'illustre l'actualité moyen-orientale –, la Russie s'y est au contraire imposée, en une décennie à peine, comme un interlocuteur à la fois du Pakistan

⁸⁴ "Govt Approves Import of 450,000 tonnes Wheat From Russia", *The Express Tribune*, 5 décembre 2022, disponible sur : <https://tribune.com.pk>.

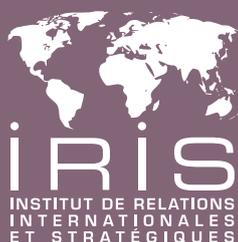
et de l’Afghanistan, sans compromettre pour autant sa relation privilégiée avec l’Inde. Dans la configuration actuelle, la Russie ferait même figure de médiateur naturel entre l’Inde et le Pakistan⁸⁵, si d’aventure les frères ennemis de l’Asie du Sud devaient se livrer à une nouvelle escalade meurtrière pour le contrôle du Cachemire, tel que celle qui les avait mis aux prises en 1965. C’est d’ailleurs par l’entremise de la diplomatie de Moscou que les deux parties, réunies à Tachkent le 10 janvier 1966, étaient parvenues à signer un accord de cessez-le-feu.

⁸⁵ M. N. Khan, “Pakistan and Russia’s Convergence of Interests in the Emerging Geopolitical Environment”, *JSSA* (Vol. VIII, Winter 2022, No. 2), Strategic Vision Institute (SVI), p. 35, disponible sur : <https://thesvi.org>.

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.